

Le chômage est au plus haut depuis la période Covid

Emploi En janvier, le taux de chômage dans le canton a dépassé la barre des 5%. Analyse et explications avec le Département de l'économie.

En ce début d'année, le taux de chômage genevois franchit un seuil symbolique peu réjouissant. Il dépasse la barre des 5% et s'établit à 5,2%. «Le dernier niveau comparable remonte à la période du Covid-19, entre 2020 et 2021», relève l'Office cantonal de la statistique (Ocstat).

À la fin du mois de janvier, 13'236 personnes étaient inscrites au chômage à l'Office cantonal de l'emploi (OCE), soit 1441 de plus qu'un an auparavant. La plupart cherchent un poste à plein temps (88%), contre 12% à temps partiel, une répartition stable depuis 2023. Le nombre total de demandeurs d'emploi atteint 18'592 personnes (+1626 en un an).

Une tendance déjà visible

Cette progression s'inscrit dans une tendance déjà visible depuis deux ans. En moyenne, le taux de chômage s'est établi à 4,7% en 2025, après un plancher à 3,7% en 2023 et une remontée à 4,2% en 2024. L'Ocstat relève toutefois qu'en 2025, Genève restait sous la moyenne de 5,3% observée entre 2010 et 2019.

La hausse s'observe également au niveau national, avec

«Aujourd'hui, l'environnement économique s'est dégradé mais aussi complexifié, sous l'effet de multiples incertitudes.»

Delphine Bachmann

Conseillère d'État chargée du Département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie

un chômage à 3,2% en janvier, après 2,8% en moyenne en 2025. L'an dernier, Genève affichait le deuxième taux le plus élevé de Suisse, dans une fourchette cantonale allant de 0,8% à Appenzell Rhodes-Intérieures à 5% dans le Jura.

Pour la conseillère d'État chargée de l'Économie, de l'Emploi et de l'Énergie (DEE), Delphine Bachmann, le retournement s'explique d'abord par un contexte plus défavorable qu'au sortir de la crise sanitaire.

«Aujourd'hui, l'environnement économique s'est dégradé mais aussi complexifié, sous l'effet de multiples incertitudes telles que l'instabilité géopolitique, les guerres, les politiques commerciales américaines, la hausse du prix de l'énergie ou encore l'appréciation du franc, rappelle la magistrate. Résultat: un frein au niveau de l'emploi et une hausse du chômage.»

Delphine Bachmann souligne toutefois que le phénomène «n'est pas spécifique à Genève» et qu'il «s'observe ailleurs en Suisse», notamment en Suisse romande.

Quels secteurs alimentent cette hausse? D'après l'OCE, l'analyse des données consolidées de 2023 à 2025 montre que les branches de l'horlogerie et de l'hôtellerie enregistrent les plus fortes progressions en pourcentage. En valeur absolue, c'est le secteur «Activités des services financiers» qui concentre les hausses du nombre de demandeurs d'emploi les plus élevées.

Les profils concernés

Que dire des profils concernés? L'office observe qu'en janvier



L'an dernier, Genève affichait le deuxième taux de chômage le plus élevé de Suisse (photo d'illustration). Laurent Guiraud

2026, ce sont principalement les 25-49 ans qui sont les plus touchés: ils représentent 69,6% des chômeurs, pour un taux de 5,9% (contre 5,4% chez les 15-24 ans et 4,2% chez les 50-64 ans).

Dans une comparaison annualisée entre 2023 (plus bas) et

2025 (plus haut), l'OCE cite des hausses marquées chez les «spécialistes en administration d'entreprises» (+295 en moyenne annuelle, notamment dans le marketing, la publicité ou encore les ressources humaines), les «spécialistes de la justice, des

sciences sociales et de la culture» (+235, principalement dans le travail social, chez les juristes et les avocats) et les professions intermédiaires «finance et administration» (+228, dont les activités de secrétariat, de supervision et d'organisation d'événements).

Face à ce contexte, le DEE met en avant un enjeu «d'employabilité énorme» et la nécessité de «mieux faire coïncider le profil des personnes en recherche d'emploi avec les besoins des entreprises», en particulier dans des secteurs en pénurie, comme l'informatique, la santé et l'hôtellerie-restauration.

Delphine Bachmann cite le plan directeur de l'employabilité, des formations ciblées et des mesures de reconversion «plus longues, mais plus efficaces sur le long terme», ainsi que des actions sur les compétences numériques et des stages en entreprise. La conseillère d'État mentionne notamment un partenariat avec Swissport: un stage de six mois démarré en janvier 2026, «avec à la clé un certificat» et des attestations de formation.

Aymeric Dejardin-Verkinder